



## Si le courrier de la Ministre rassure l'UNML, il ne nous satisfait pas !

En réponse aux inquiétudes exprimées par le réseau des Missions Locales suite à la décision unilatérale du gouvernement de fusionner...le budget lié à la CPO et celui de la Garantie Jeunes, Madame la Ministre s'est fendue d'un courrier dans lequel elle tient à rappeler (ne riez pas), **l'engagement du gouvernement** à maintenir les budgets de fonctionnement (elle annonce **une stabilité...qui réduit ceux-ci de 2%**), et l'importance des Missions Locales dans la politique jeunesse actuelle (on vous a dit de ne pas rire!).

Dans sa grande mansuétude, l'enveloppe finale correspondant à la Garantie Jeunes sera versée dans le courant du dernier trimestre 2019, avant d'utiliser la nouvelle procédure de mutualisation qui donne « plus de souplesse » et est « plus près du réel ».

**Parlons-en du réel...** Tout dans ce courrier montre l'égard que portent les ministres actuels à leurs interlocuteurs.

**Un retard dans les paiements ?** C'est un détail...qui s'est trouvé grossi par l'attitude effrontée des présidentes et présidents des missions locales qui ont repoussé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) lors des dialogues de gestion !

**« L'avance » sur le budget final de la Garantie Jeunes ?** Un « geste » qui permet de mettre en place rapidement le nouveau mode de calcul budgétaire qui a été décidé sans **aucune consultation** des principaux concernés...

Ça ressemble à s'y méprendre aux réflexions du Plan Pauvreté ([voir en ligne le paragraphe qui lui est consacré dans notre lettre d'information](#)) sur la situation des demandeuses et demandeurs d'emploi... Seuls les individus sont responsables de leur situation, et pas les circonstances qui les entourent...

**Et Madame la Ministre compte sur nous** pour mettre en œuvre ledit Plan Pauvreté (l'accompagnement des jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance, l'obligation de formation pour les 16-18 ans,...) et plus globalement les orientations du Gouvernement pour l'insertion des jeunes !

**Avec des réductions drastiques de nos budgets ? La bonne blague !**

**Affirmer que le gouvernement est dans une démarche vertueuse de pérennisation des budgets des Missions Locales est, au mieux, un leurre et, au pire, un mensonge !**

Tout est dit quand Madame la Ministre martèle tout au long de son courrier la « stratégie pluriannuelle de **performance** ». Il ne suffit plus aux missions locales d'être efficaces et de **faire au mieux** avec les moyens financiers mis à leur disposition, non, elles doivent être « performantes » ! Et si l'on n'est pas dupes, la performance dans notre cas, n'est-ce pas **uniquement une compétition** au cours de laquelle on doit **faire mieux** que les autres pour voir notre travail payé ?

Dans le même ordre d'idées, après avoir été menacées d'être étranglées financièrement, la plupart des Missions Locales se sont précipitées sur des appels à projets censés assurer leur survie, parfois sur les conseils des services de l'État, alors que le contenu de la plupart d'entre eux correspond à leur travail quotidien qui ne peut plus être assuré par leur financement « socle ». Le contenu de l'appel à projet « PIC 100% inclusion – la fabrique de la remobilisation », notamment, laisse perplexe : expérimentation, bienveillance, accompagnement à la réalisation de soi, constater des progrès même partiels, mieux se connaître, explorer, tester, réaliser pleinement son émancipation,... Et là, on se dit : le gouvernement réinvente les missions locales de 1982 !

**Ne nous leurrions pas !** Même si les ARML ont fait des réponses mutualisées, il y aura peu d'élues ! Dans la lignée du Plan Pauvreté, cela facilitera certainement **la mise en concurrence des structures chère à ce gouvernement** pour gérer les dispositifs ! Associations de quartiers contre missions locales, et pourquoi pas, **missions locales contre missions locales ?**

**Nous devons défendre le travail de service public que nous effectuons !**

**Le SNU-TEFI invite toutes et tous les salarié·e·s à participer aux actions de défense du service public à leur disposition et de se réunir en AG pour décider des actions à mener pour lutter contre les plans de destruction des Missions Locales !**